

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BEYROUTH

N° 50 – du 8 décembre au 15 décembre 2022

ZOOM SUR : LA DETTE PUBLIQUE ÉGYPTIENNE

L'Égypte enregistre une dette publique élevée, avec une moyenne de 97 % du PIB sur les deux dernières décennies. Bien qu'elle soit en hausse en valeur (+16 % en moyenne depuis 2015/2016), la dette publique intérieure est en baisse par rapport au PIB (87,2 % en 2021/2022 contre 94,9 % en 2015/2016). Cette dernière est composée en majorité de titres publics (90 % en moyenne depuis 2005). Parmi ces titres, la part des financements à court terme (*T-Bills*) et à moyen-long terme (*T-Bonds*) n'a cessé d'augmenter, passant respectivement de 23 % à 42 % et de 8 % à 38 % entre 2004/2005 et 2019/2020. Le reste se répartit entre les certificats et les *T-Bonds* émis auprès de la Banque Centrale d'Égypte (BCE, dont la part a été ramenée de 43 % à 16 %). Cette dette est financée en grande partie par les banques locales. La maturité moyenne totale est passée de 2,1 années en juin 2016 à 3,1 années en juin 2022, conformément aux objectifs affichés par le ministère des Finances.

Le poids de la dette externe s'est néanmoins renforcé. Le soutien de la communauté internationale et le retour de l'Égypte sur le marché des capitaux ont gonflé la dette publique externe qui est passée de 24 Mds USD (7,3 % du PIB) en juin 2016 à 83,2 Mds USD (17,3 % du PIB) en 2021/22. À noter que le périmètre de la dette publique externe n'englobe pas la dette externe de la BCE, comprenant notamment les dépôts des pays du Golfe, qui sont venus intervenir massivement pour soutenir l'économie égyptienne à la suite des différentes crises. La dette de la BCE s'élevait à fin juin 2022 à 40,9 Mds contre 27,9 Mds USD en mars 2020, soit une hausse de 46,7 %. La dette du gouvernement et de la BCE représente 79 % de la dette externe totale de l'Égypte (contre 54,3 % en mars 2020).

L'orientation budgétaire de l'Égypte, caractérisée par un déficit public chronique et de hauts niveaux d'endettement au cours des deux dernières décennies, a entraîné d'importants besoins de financement. Néanmoins, la consolidation budgétaire, la gestion de la dette publique et sa transparence s'améliorent progressivement. L'assainissement budgétaire, soutenu par le FMI lors de ses différentes interventions, a permis à l'Égypte d'établir et de maintenir un excédent primaire alors que le profil de la dette s'améliore. Depuis 2015, une stratégie de gestion de la dette sur trois ans est formulée et rendue publique. La dernière stratégie (2021-2024), publiée en décembre 2020, vise à réduire l'endettement public à 80 % du PIB, à allonger les maturités à 4,5/5 ans, et à réduire le besoin de financement à moins de 30 % du PIB d'ici juin 2024. Une nouvelle loi sur la gestion des finances publiques a par ailleurs été adoptée en février 2022. Elle contribuera à la mise en place d'un cadre budgétaire à moyen terme et prévoit la mise en œuvre de la budgétisation par programmes d'ici deux ans.

LE CHIFFRE À RETENIR

87,2%

POURCENTAGE DE LA DETTE PUBLIQUE
ÉGYPTIENNE PAR RAPPORT AU PIB
(2021/2022)

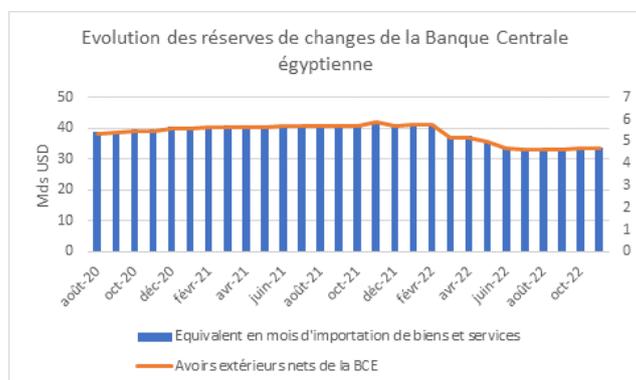
Service Économique du Caire



ÉGYPTE

1. LÉGÈRE HAUSSE DES RÉSERVES DE CHANGE DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE.

Selon les données publiées par la Banque Centrale, les réserves de change pour le mois de novembre 2022 atteignent 33,5 Mds USD, en hausse de 121 M USD par rapport au mois précédent. Les réserves couvrent 4,7 mois d'importations de biens et de services depuis juin 2022.



2. INSCRIPTION AU SYSTÈME DE FACTURATION ÉLECTRONIQUE DES PROFESSIONS LIBÉRALES.

Suite à la publication d'un communiqué officiel du Ministère des Finances, les professionnels indépendants (médecins, pharmaciens, avocats, etc.) ont désormais jusqu'au 30 avril 2023 pour s'inscrire au système de facturation électronique. Les professionnels indépendants, notamment les médecins, les ingénieurs, les avocats et les artistes, se sont opposés au nouveau système et seulement 150 000 personnes ont adhéré au nouveau système avant la date limite initiale fixée au 15 décembre. Depuis la fin de l'année 2020, l'administration fiscale a mis en place un système qui permet de saisir toutes les transactions B2B et B2C via un portail de facturation électronique contrôlé par le gouvernement. Une entreprise qui commerce avec une autre doit utiliser le portail pour enregistrer sa facture, tandis que les détaillants sont tenus d'intégrer leur logiciel de point de vente au système afin de donner à l'administration fiscale des informations claires sur leurs ventes.

3. SIGNATURE DE PROTOCOLES D'ACCORDS POUR LA PRODUCTION D'HYDROGÈNE VERT EN ÉGYPTE.

L'Égypte a signé des protocoles d'accords avec sept multinationales pour la production d'hydrogène vert, le saoudien ACWA Power, un consortium composé de l'américain Benchmark Energy et de la Holding Company for Chemical Industries, une filiale du ministère des Entreprises publiques égyptien, du chinois Energy China, de l'allemand DAI, de l'indien Ocor Energy, un consortium composé du français Voltalia et de TAQA Arabia, filiale

égyptienne du saoudien TAQA, ainsi que du britannique BP. Ces signatures viennent s'ajouter aux 16 protocoles d'accords précédemment signés par l'Égypte avec des multinationales au printemps 2022, 9 d'entre eux ayant fait l'objet de la signature d'un accord-cadre en marge de la COP27.

IRAK

1. RÉUNION DE L'OPAEP.

Lors de la 109^e réunion de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), l'Irak s'est vu attribuer la présidence de l'Organisation pour l'année 2023. Le Ministre irakien du Pétrole, Hayan Abdul-Ghani, a annoncé, en marge de la réunion, que Bagdad cherchait à trouver un accord avec le Koweït pour élaborer un mécanisme permettant de délimiter les champs pétroliers communs aux deux pays en vue de les exploiter de façon non conflictuelle.

2. RELATIONS ÉTAT FÉDÉRAL - KURDISTAN

Le gouvernement irakien a approuvé le 13 décembre le versement de 400 Md dinars irakiens (270 M USD) afin de financer les salaires des employés du gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Ces paiements, qui avaient été interrompus en mai 2020 par le précédent Premier Ministre Mustafa al-Kadhimi, sont un signal d'apaisement des tensions entre Erbil et Bagdad portant sur l'exploitation et l'exportation des hydrocarbures par le GRK ainsi que sur les territoires disputés dans le gouvernorat de Kirkouk notamment.

3. RELATIONS COMMERCIALES EXTÉRIEURES DE L'IRAK.

L'*Iraki-Turkish Business Council* a annoncé le 11 décembre que la valeur des exportations turques vers l'Irak avait atteint 12,6 Md USD sur les onze premiers mois de l'année, et pourraient s'élever à 14 Md USD d'ici à la fin de l'année 2022. La Turquie vise 16 Md USD d'exportations vers l'Irak pour 2023.

Les exportations iraniennes, quant à elles, ont atteint 4,3 Md USD entre mars (début de l'année fiscale iranienne) et novembre 2022. En hausse de 4,3%, elles devraient atteindre 10 Md USD sur douze mois – loin du niveau pré-pandémie (14 Md USD) et de la cible annoncée par les deux pays (20 Md USD).

Enfin, le Premier Ministre irakien a annoncé lors du sommet sino-arabe sa volonté de relancer le partenariat avec la Chine et notamment la participation de l'Irak à l'initiative des Routes de la soie.

4. RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE SUR LE CLIMAT ET LE DÉVELOPPEMENT EN IRAK.

La Banque Mondiale a présenté officiellement son *Country Climate Development Report* pour l'Irak, publié au mois



de novembre, lors d'un événement qui s'est tenu les 12 et 13 décembre en présence du Ministre de l'Environnement irakien, le Ministre de l'Électricité, le Vice-Gouverneur de la Banque Centrale, mais aussi d'autres officiels irakiens (comme le Gouverneur de Nasiriya) et de plusieurs ambassadeurs. Le rapport rappelle que l'Irak est l'un des cinq pays au monde les plus vulnérables au changement climatique. Il pointe également le risque pour l'économie irakienne, très dépendante du pétrole (90% des recettes budgétaires de l'État), de se retrouver obsolète du fait de la transition énergétique mondiale. Il chiffre à 233 Md USD les investissements devant être réalisés d'ici 2040 pour que le pays soit en mesure de s'adapter au changement climatique, à la transition énergétique et à la révision du cadre macro-fiscal.

IRAN

1. BALANCE COMMERCIALE DES ZES.

Selon le centre de recherche du Majlis, parmi les 80 zones économiques spéciales (ZES), seules 30 zones sont actives. Au cours de la période 2012-2020, la balance commerciale des zones actives s'est élevée à +91 Mds \$, l'essentiel des activités ayant été réalisées dans les "ZES énergétiques" (Energy Pars (Assalouyeh), Bandar-Imam et Lavan). Durant cette période, l'investissement étranger et domestique annuel moyen aurait été respectivement de 465 M\$ (dont 60% pour les "ZES énergétiques") et de 4 Mds \$ (dont 55% pour les "ZES énergétiques"). En 2020, les exportations de ces zones se seraient élevées à 10,1 Mds\$ (9,0 Mds\$ pour les "ZES énergétiques") et les importations auraient augmenté à 1,6 Mds\$. L'existence de 50 zones inactives suggère que les trois objectifs des ZES, la stimulation des investissements, le soutien à la production domestique et le développement des exportations, n'ont pas encore été atteints.

2. DÉFICIT DES RECETTES BUDGÉTAIRES.

Selon le rapport budgétaire du premier semestre de l'exercice 2022/2023, seuls 73% des recettes prévues auraient été engrangés, dont 99% de recettes fiscales, 32% de recettes douanières, 56% de recettes des hydrocarbures et 120% de recettes provenant des émissions obligatoires. La baisse des tarifs douaniers et les exportations, inférieures à 1,4 M bpj, de pétrole brut et de condensat de gaz apparaissent comme les deux explications principales de cet écart. Pour mémoire, dans le cadre de la loi de finance 2022/2023, les revenus des hydrocarbures représentaient plus de 35% du budget annuel, sur la base d'hypothèses d'exportations de pétrole de 1,33 MBJ (au prix de 70\$) et de ventes domestiques de 1,68 MBJ (au prix de 66,5\$).

3. VENTE DE 2,9 MDS\$ D'ACTIFS BANCAIRES

Selon le Ministre des Affaires Économiques et Financières, les banques étatiques et non-étatiques auraient cédé depuis 2015, 670 000 Mds IRR (2,9 Mds \$) de leurs actifs sur le marché domestique, ce qui représentait leur part dans les activités non-bancaires (50%) et immobilières (50%). Quatre banques étatiques représentaient 73% de ce montant, dont 22% pour la banque Saderat, 21% pour la banque Mellī, 16% pour la banque Tejarat et 14% pour la banque Mellat. La banque Mellī et la banque Sepah ont vendu leurs actions au groupe pétrochimique Shazand et à la société Omid Investment Management Group.

4. HAUSSE DE 57,6 % DES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE L'INDE.

Selon le Ministère indien de l'Industrie et du Commerce, au cours des dix premiers mois de 2022, les exportations iraniennes vers l'Inde se sont élevées à 550M\$ (+59,0% en g.a) et les importations à 1,6 Mds \$ (+57,6% en g.a). Durant cette période, 144 M\$ de produits pétroliers, 133M\$ de produits de teinture et 117 M\$ de fruits frais ont été importés par l'Inde, tandis que 953M\$ de riz, 73 M\$ de thé et 40 M\$ de médicaments ont été exportés. La société *Islamic Republic of Iran Shipping Lines* aurait ouvert de nouveaux bureaux en Inde pour dynamiser ses activités dans le corridor de transport Nord-Sud, afin de mieux transporter les marchandises de la Russie vers l'Inde.

ISRAËL

1. EXPLOITATION GAZIÈRE.

L'exploitation conjointe des trois principaux champs gaziers (Tamar, Léviathan et, depuis le 26 octobre, Karish) va voir la capacité de production d'Israël augmenter de 65% en trois ans. Entre début 2022 et fin 2025 elle passera de 2,3 à 3,8 Mds de pieds-cube/jour (Mcf/d). La seconde phase d'expansion de Léviathan devrait porter cette capacité à 4,5 Mcfd, ce qui justifierait la création d'un terminal flottant de liquéfaction de gaz. Cette infrastructure longue à construire pourrait être opérationnelle en 2030 et permettrait alors d'exporter du GNL par méthaniers vers les marchés européens et asiatiques, sans passer par l'Égypte - qui néanmoins devrait rester le premier marché d'exportation de gaz pour Israël.

Par ailleurs, le Ministère israélien de l'Énergie a publié une quatrième série d'appels d'offres pour de nouvelles licences d'exploration de gaz naturel offshore.

2. HAUSSE DES PROFITS DES BANQUES ISRAËLIENNES AU 3^{ÈME} TRIMESTRE 2022.

Les rapports des grandes banques israéliennes montrent une forte hausse du profit net au 3^{ème} trimestre. Dans un contexte d'augmentations successives du taux directeur de 0,1% à 3,25%, les grandes banques israéliennes ont



réussi à accroître leurs marges de crédit en gardant un taux quasiment nul sur les comptes courants. La Banque Hapoalim a conclu le 3^{ème} trimestre avec une hausse de son profit net de 48% par rapport au 3^{ème} trimestre de l'année précédente, alors que celui de la Banque Leumi s'est établi à 16%, la Banque Discount à 24% et la First International Bank à 11,2%.

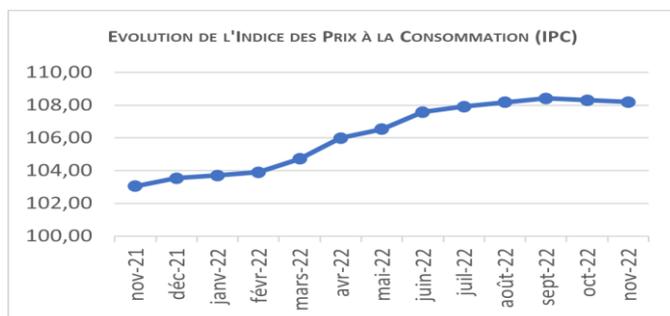
3. LE FONDS ÉMIRATI ADQ VA PRENDRE LE CONTRÔLE DE LA COMPAGNIE ISRAËL PHOENIX ASSURANCE POUR 2,3 MDS ILS.

Abu Dhabi Development Holding Co. (ADQ) est sur le point d'acheter la plus grande compagnie d'assurance du pays, [Israel Phoenix Assurance Ltd.](#) L'accord valorise Phoenix à 9,2 Mds ILS, juste en dessous de sa capitalisation boursière actuelle de 9,5 Mds ILS. Depuis 2019, Phoenix a presque doublé de valeur. Centerbridge et Gallatin, les deux actionnaires principaux, enregistreront donc des profits importants. L'accord est soumis à l'approbation du superviseur israélien des marchés de capitaux, de l'assurance et de l'épargne. Par son montant, ce serait le deuxième investissement émirien en Israël après celui de Mubadala dans le gaz.

JORDANIE

1. LÉGER RALENTISSEMENT DE L'INFLATION FIN NOVEMBRE 2022.

Selon les chiffres publiés par le Département des Statistiques (DoS) et calculé en glissement annuel, le taux d'inflation s'est élevé à 4,99 % à la fin du mois de novembre 2022. L'Indice des Prix à la Consommation (IPC), cumulé sur les neufs premiers mois de 2022, a atteint 106,68 contre 102,36 pour la même période de 2021, enregistrant ainsi une hausse de 4,22 %. Les prévisions d'inflation pour 2022, ont été revues à la hausse à l'occasion de la 5^{ème} revue du programme FMI en cours, passant de 3,8 % à 4,4 %.



2. MANIFESTATIONS DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS.

Une grève des camionneurs a débuté la semaine dernière en raison de la dernière hausse annoncée des prix des carburants le 1^{er} décembre 2022, du diesel notamment.

Depuis mai, le gouvernement a mis fin à un certains nombres de subventions, entraînant ainsi une augmentation de +45 % entre avril et décembre sur le diesel. Malgré un accord entre l'Autorité de régulation des transports terrestres et le syndicat des camionneurs, le mouvement de protestation s'intensifie et touche désormais l'ensemble des acteurs du transport public. Les ventes de diesel auraient baissé de 30 % par jour la semaine dernière. Le gouvernement a annoncé, jeudi 15 décembre, certaines mesures parmi elles : (i) l'augmentation des frais d'expédition de 1,5 JOD (2,1 USD) par tonne pour le potasse, le phosphate et le sulfure ; (ii) les frais de transport sont également revus à la hausse pour atteindre 500 JOD (705 USD) au lieu de 448 JOD (632 USD) pour un conteneur pouvant atteindre 25 tonnes transportées sur la route Amman-Aqaba ; (iii) 2,6 M JOD (3,7 M USD) seront distribués aux ménages les plus vulnérables d'ici la fin du mois pour leurs achats de carburants.

3. PRÊT DE 110 M\$ POUR LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE.

Le Japon et la Jordanie ont signé un nouveau *Memorandum of Understanding* (MoU) concernant un prêt concessionnel de 110 M USD. Cet accord fait partie des engagements du Japon pris lors de la Conférence de Londres en 2019 (300 M USD sur 2021-2023 sous forme de prêts concessionnels). Il est prévu que cette aide vienne soutenir le secteur de l'énergie notamment sur les segments approvisionnement et gouvernance. L'aide devrait aussi contribuer au développement de la nouvelle stratégie nationale sur le transport d'énergie électrique et aux études techniques liées aux interconnexions électriques régionales.

4. REPORT DES PAIEMENTS DE PRÊTS DES PARTICULIERS EN DÉCEMBRE 2022.

L'Association des Banques de Jordanie (ABJ), a déclaré que les banques opérant dans le Royaume ont décidé de reporter les paiements des prêts des particuliers pour le mois de décembre afin de permettre aux citoyens de faire face aux défis financiers qu'ils peuvent rencontrer. Cette mesure, en laissant plus de liquidités aux Jordaniens, pourrait encourager la demande globale et par ce biais stimuler l'économie jordanienne.

LIBAN

1. LES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS ATTEIGNENT PRÈS DE 7 MDS\$ EN 2022.

D'après les dernières estimations de la Banque Mondiale, les transferts de fonds des expatriés vers le Liban passeraient de 6,4 Mds\$ en 2021 à 6,8 Mds\$ en 2022, soit une hausse de 7% sur un an. Cela représenterait près de 38% du PIB, soit le deuxième plus haut ratio dans le monde.



2. HAUSSE DU TAUX D'OCCUPATION DES HÔTELS.

D'après l'enquête conduite sur une base mensuelle par Ernst & Young, le taux d'occupation des hôtels (4 et 5 « étoiles ») est passé de 44,6% au cours des neuf premiers mois de l'année 2021 à 54% au cours des neuf premiers mois de l'année 2022. Sur le seul mois de septembre 2022, le taux atteint 68,5%, contre 45,4% en septembre 2021. Ces bons résultats s'expliquent par le fait que le Liban est devenu une destination bon marché notamment au niveau régional. En effet, le prix moyen d'une chambre en dollar a baissé de 10% en glissement annuel à 60,8\$ en septembre 2022, soit le prix le plus bas de la région.

3. BAISSÉ DES DÉPENSES DÉTAXÉES DES TOURISTES.

Les dépenses détaxées effectuées par les touristes au Liban lors des neuf premiers mois de 2022 ont baissé de 31% en glissement annuel, selon Global Blue, une société suisse spécialisée dans la détaxe. Les touristes en provenance des Émirats Arabes Unis ont effectué la plus importante (14%) part de dépenses détaxées à septembre 2022, suivis par les touristes syriens (11%); égyptiens (9%) et saoudiens (8%). Le nombre de transactions a pour autant augmenté de 5% en glissement annuel sur cette même période. Les achats détaxés des touristes au Liban concernent en grande partie l'habillement (71%) et la joaillerie (22%).

PALESTINE

1. SECTEUR DE LA TECH EN PALESTINE.

La 18^{ème} édition de l'Expo-tech palestinienne s'est tenue cette semaine, à Ramallah et à Gaza, organisée par l'association palestinienne des systèmes d'information (PITA) et l'incubateur palestinien des technologies de l'information et de la communication (PICTI).

Selon Tamer Baransi, Président du conseil d'administration de PITA, le secteur de l'innovation contribue chaque année à hauteur de 3% au PIB de la Palestine (500 M USD), tout en recelant d'importantes opportunités de croissance. Plus de 13 000 palestiniens sont employés dans le secteur des NTIC, dont 27 % de femmes.

25 % de la valeur ajoutée créée dans le secteur des NTIC est exporté, dont 30 % seulement vers Israël (contre près de 60 % des exportations totales).

2. CONTRIBUTION DE LA NORVÈGE AU FONDS PURSE DE LA BANQUE MONDIALE.

La Norvège a alloué 15 M USD au Fonds fiduciaire de la Banque Mondiale destiné à soutenir la résilience de l'économie palestinienne.

La subvention alimentera le programme de réforme mis en œuvre par le gouvernement palestinien pour renforcer la transparence et l'inclusion, selon un communiqué du Ministère des Finances publié mercredi.

L'ambassadeur norvégien Thorn Fest a rappelé l'attachement de la Norvège à une la solution à deux États et à la création d'un État palestinien; cette contribution participant de l'effort pour construire des institutions étatiques viables.

Depuis sa création en 2020, trois pays ont participé au Palestinian Umbrella for Resilience Support to the Economy (PURSE): la Norvège, la France et la Suisse.

3. HAUSSE DE L'IPC EN NOVEMBRE 2022.

Sur les onze premiers mois de l'année 2022, l'indice des prix à la consommation en Palestine a augmenté de 3,71% par rapport à la même période l'année précédente.

En comparant les prix de novembre 2022 avec ceux de novembre 2021, les données indiquent une augmentation de l'indice des prix à la consommation (IPC) en Palestine de 4,30%.

Au-delà des coûts de l'énergie, cette hausse est due pour l'essentiel à la progression des prix des produits alimentaires de (9,6%), des vêtements et produits textiles de (7,8%), et des services de restauration et d'hôtellerie (36%).

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE DE BEYROUTH
RÉDACTEURS : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

POUR S'ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH

